

Polynésie: Sarkozy veut changer le mode de scrutin et les institutions

19.01.2010, Site : Le Parisien

Nicolas Sarkozy a annoncé mardi, en présentant ses vœux à l'outre-mer, qu'il engagerait une réforme du mode de scrutin et du fonctionnement institutionnel en Polynésie en 2010 pour "garantir plus de stabilité aux majorités élues".

"La Polynésie française malgré plusieurs réformes n'a pas su trouver la stabilité politique à laquelle elle aspire. Je suis persuadé que les Polynésiens sont consternés par ces renversements d'alliance systématiques", a déploré M. Sarkozy devant quelque 9.000 personnes rassemblées au Parc des expositions de Saint-Denis-de-La-Réunion.

"A l'heure où chacun devrait mobiliser toute son énergie pour faire face à la crise, cette instabilité chronique est intolérable pour les Polynésiens qui souffrent", a-t-il poursuivi.

"Je vais engager cette année une réforme de leur mode de scrutin et du mode de fonctionnement institutionnel local afin de garantir plus de stabilité aux majorités élues, et donc une capacité à envisager l'action politique et publique dans la durée", a annoncé le chef de l'Etat.

"La Polynésie a le droit au sérieux de ses élus et non pas à une vaste comédie où les ennemis d'hier deviennent les alliés d'aujourd'hui", a insisté Nicolas Sarkozy.

L'archipel français du Pacifique souffre d'une instabilité politique chronique et a changé neuf fois de président depuis 2004, au gré des renversements d'alliance entre ses chefs politiques.

L'indépendantiste Oscar Temaru a été élu président quatre fois et le sénateur DVD Gaston Flosse deux. L'autonomiste Gaston Tong Sang, lui, a accédé au

pouvoir pour la troisième fois en novembre, mais ne dispose que d'une très courte majorité à l'assemblée locale (29 sièges sur 57).

A l'issue d'un entretien vendredi dernier à l'Elysée avec le président, M. Tong Sang a indiqué à la presse qu'il lui avait proposé un "accord-cadre permettant le développement économique de la Polynésie française sur une base institutionnelle enfin solide".

Il a aussi indiqué lui avoir suggéré par écrit une élection du président de la Polynésie française au "suffrage direct".